

<https://ricochets.cc/Quand-perquisitions-et-arrestations-deviennent-des-elements-de-terreur-et-de-punition-au-service-du.html>



Quand perquisitions et arrestations deviennent des éléments de terreur et de punition au service du gouvernement et des lobbys

Publication date: lundi 2 juillet 2021

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Le gouvernement Macron poursuit la politique de répression féroce de toute forme de contestation de ces précesseurs, en l'aggravant, deux exemples :

1. [Répression antinucléaire : « J'ai été envahie dans mon refuge, sans motif légitime »](#) - L'autrice de cette tribune raconte le traumatisme de la perquisition que son compagnon et elle ont subi en 2018, en raison de leur solidarité avec la lutte contre le projet Cigéo à Bure. Elle dénonce la criminalisation des écologistes et la disproportion de la répression qui s'abat sur eux. (...) Être écolo peut donc être dangereux et le danger viendrait de ceux à qui je confie ma sécurité : les forces de l'ordre ?

(...) Quelle est la frontière entre saisie et confiscation ? À l'heure de la surveillance de masse et de la technopolice, comment ne pas constater rapidement que mon matériel informatique ne recèle rien qui concerne les affaires de Bure ?

Christophe a rempli récemment une demande pour récupérer son matériel saisi et le mien. Nous sommes sans réponse à ce jour.

Comment conclure ? Garder le silence ? Jusqu'au début du confinement, faire silence me semblait être une façon de respecter celles et ceux qui ont souffert plus durement que moi, de ne pas couvrir leur témoignage de mes larmoiements. Mon cas est très annexe, mes dommages très collatéraux.

Mon silence me paraît maintenant assez peu justifiable. La violence des forces de l'ordre, qu'elle soit physique ou psychologique, a été mise en lumière pendant le confinement et chaque témoignage me semble utile pour étayer notre réflexion sur le sujet.

2. [Le 7 décembre 2019 à Bordeaux la BRI interpellait 16 « gilets-jaunes-d'ultra-gauche-radicalisés »](#) - Mise en examen, la photographe Maya Huasca raconte

On s'y sera finalement fait. Les policiers cagoulés, les portes défoncées, les insultes, les menottes et tout le petit manège judiciaire qui s'enclenche en même temps que les annonces tonitruantes dans la presse. La répression politique en France est devenue un fait divers. Médiatiquement en tous cas ; pour les personnes ciblées, c'est une autre histoire. Qui se souvient de l'information principale du 7 décembre dernier ? À Bordeaux, plusieurs dizaines de policiers de la BRI (Brigade de Recherche et d'Intervention) interpellent 16 gilets-jaunes-blackblocs-d'ultragauche-radicalisés qui se « préparaient ensemble à la guérilla » selon nos confrères du Parisien. On leur reproche des tags dans le quartier et on les arrête dans un « appartement conspiratif » où sera découvert rien de moins qu'un « atelier de confection d'engins explosifs ». « On n'avait jamais vu ça auparavant » confiait un haut responsable policier bordelais au même Parisien. Médiatiquement, cette affaire n'a jamais connue de suite. Que reprochait-on réellement aux 16 interpellés ? Qu'est-ce que l'enquête judiciaire est venue confirmer ou infirmer ? Dans quelle mesure cette « affaire » était-elle d'abord un objet de communication policier et préfectoral ? Qu'est-il arrivé aux interpellés ? Il semblerait que les dizaines de rédactions ayant repris ce « fait divers » pour le diffuser massivement ne se soient pas posés ces questions. La répression politique sait trouver des relais peu regardants.

Il s'avère qu'une contributrice de lundimatin, Maya Huasca, photographe et professeur dont nous avons notamment publié l'exposition Diemocratie fait partie de ces 16 interpellés et mis en examen. Nous publions aujourd'hui son récit depuis les premières loges de cette opération de la BRI contre les « gilets-jaunes d'ultragauche radicalisés », illustré par Sly2. Nos lectrices et lecteurs pourront dès lors apprécier le décalage entre la propagande que cette opération aura servie et le vécu des personnes instrumentalisées. Une cagnotte vient d'être lancée pour soutenir Maya. (...)

Les exemples similaires sont hélas nombreux, et sont à rapprocher des mutilations effectuées par les flics en manifestation ou envers des personnes des quartiers populaires, ou [des insultes racistes et autres exactions à Paris révélées récemment par Street Press](#)



Quand perquisitions et arrestations deviennent des éléments de terreur et de punition au service du gouvernement et des lobbys Source : Lundi.am

Dans la Drôme, des gilets jaunes ont eu à subir aussi diverses formes de répression ([un exemple à Valence](#)), et tout récemment c'est une personne liée au média RICOCHETS qui a subit perquisition, garde à vue de 28h, avec procès pour le 1er septembre (voir communiqués du collectif CRS26 et article du journal le Crestois du 17 juillet 2020), juste pour un article publié sur ce site internet en avril.

PS:

- Voir aussi : [Les violences policières décryptées en bande dessinée](#) - « Ne parlez pas de violences policières », un hors-série La Revue dessinée et Mediapart, raconte les vies brisées, analyse la fabrique de l'impunité et remonte les chaînes de responsabilité.

Bientôt des drones, des robots, des Terminator remplaceront les agents humains.

Des couches algorithmiques remplaceront les méandres bureaucratiques.

Des « intelligences » artificielles remplaceront les humains eux-mêmes réduits à des sortes de robots.

Et tous ces robots agiles seront encore plus implacables et obéissants que les agents humanoïdes.